

REVUE
DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE

française

AU CANADA

JUIN 1966, No 588

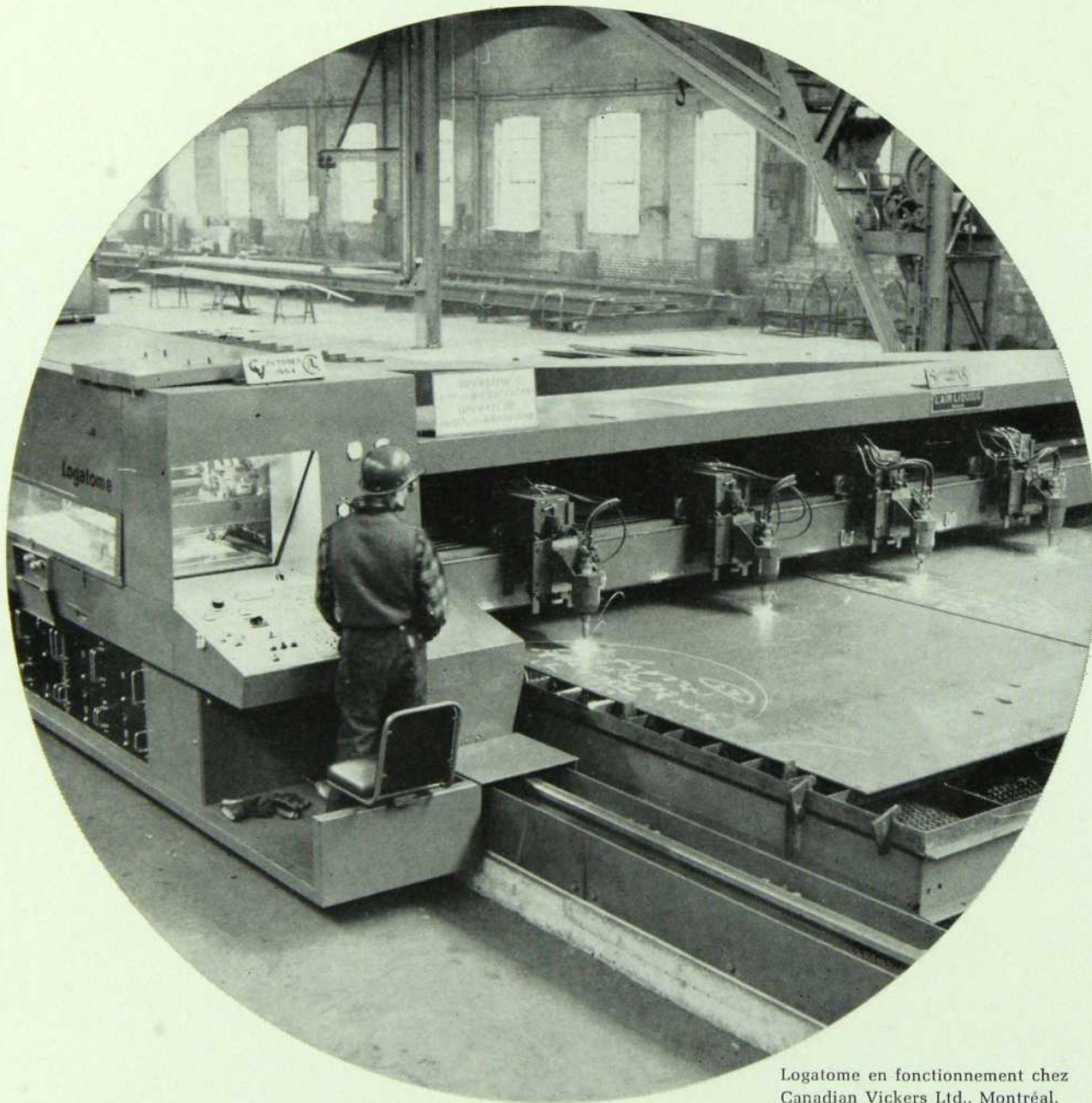


La flamme qui relie le présent à l'avenir

La flamme oxyacétylénique qui jaillit des appareils de soudage et de coupage a pris naissance dans les laboratoires de recherche de l'Air Liquide Canada Ltée qui travaillent constamment à créer et à perfectionner les méthodes et les matériels qui font la force de l'industrie moderne. La

recherche est à la base du progrès et relie le présent à l'avenir. Lorsque les chantiers navals et les grandes chaudronneries eurent besoin de machines-outils de très grande capacité, les services de recherche de l'Air Liquide mirent au point le Logatome, une machine d'oxycoupage électronique

ultra-moderne qui découpe automatiquement les tôles d'acier, sans traçage préalable, à partir d'un plan à l'échelle 1/10 qui sert de gabarit. Dans ce domaine comme dans celui des gaz industriels et médicaux, le nom Air Liquide est un symbole dans lequel vous pouvez avoir entière confiance.



Logatome en fonctionnement chez Canadian Vickers Ltd., Montréal.

CANADIAN **LIQUID AIR** LTD.



AIR LIQUIDE CANADA LTÉE

REVUE
DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA

Juin 1966, No 588

La conjoncture au Canada	H. M.	3
La reconversion industrielle de la région lorraine ..	Jacques Boué	5
La conjoncture en France		9
L'exposition universelle de Montréal		13
Rallye automobile		16
Notes de lecture	H. M.	19
La bourse		21
Research and Development: A Major Atlantic Issue		23
Notre carnet		32

LA CHAMBRE DE COMMERCE
FRANÇAISE AU CANADA

612 ouest, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué.

Tél. : 842-9420
Adr. Tél. : Gallia Montréal

Bureau de Paris :
7, rue Jean Goujon
Paris 8ème

La Revue est publiée tous les deux mois par
La Chambre de Commerce Française au Canada
Prix : 25 cents le numéro

*"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé
l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme
objet de deuxième classe de la présente publication."*

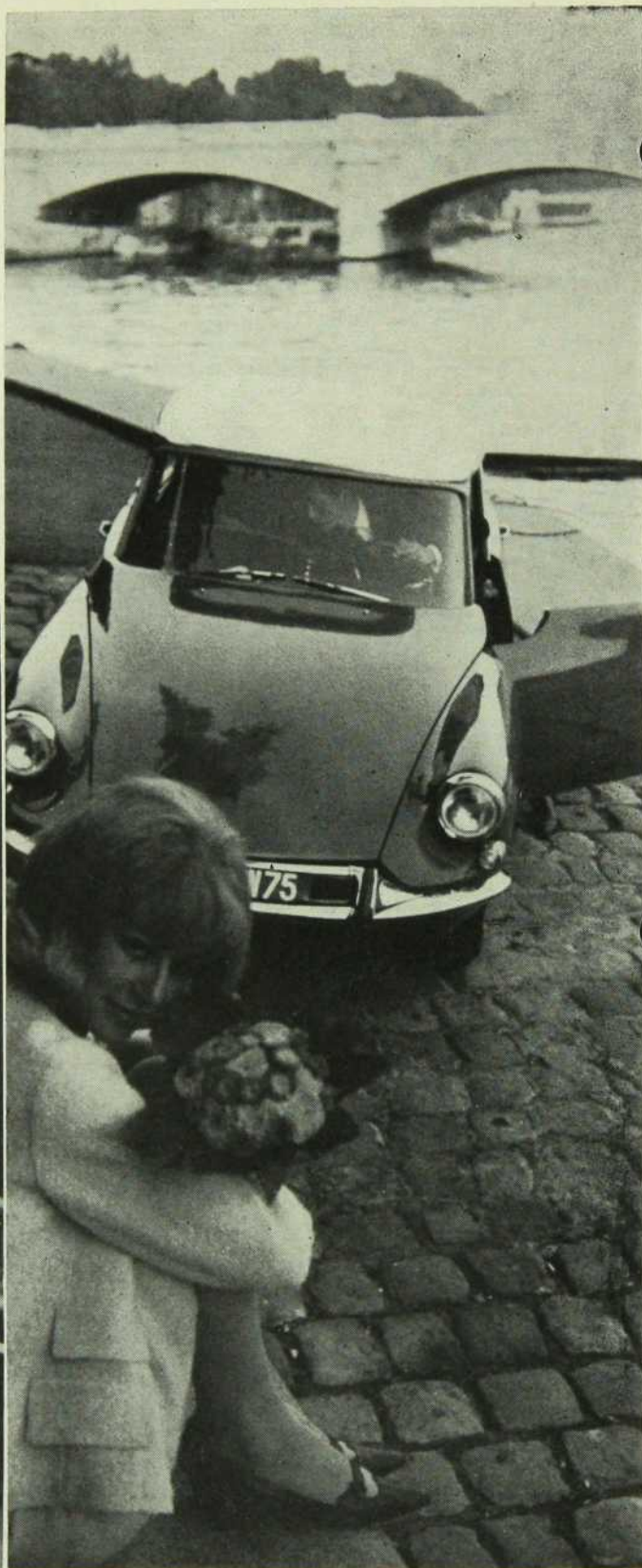
Imprimée par
ERNEST THÉRIEN & FILS LIMITÉE
5595, rue Saint-Denis, Montréal 34 - 273-8361

Couverture :
Modèle du nouveau turbotrain du CN
avec Montréal pour arrière-plan.

VACANCES EUROPÉENNES

avec

 **CITROËN**



La favorite en Europe, c'est la Citroën! Quels que soient vos besoins: 2 CV, AMI 6, ID 19 ou DS 19, il y a pour vous une Citroën neuve "sur mesures". Achetez-la ici, avant de partir, sans payer de droits de douanes, pour livraison n'importe où en Europe. Vous pouvez, si vous le désirez, la rapatrier au Canada après votre séjour, ou bien nous la revendre. Dans ce cas, nous vous garantissons avant votre départ un prix ferme de rachat, ce qui revient à dire que vous ne payez que pour le temps de son utilisation. Nous nous occupons de tout le reste: permis international — immatriculation — assurance — livraison — rapatriement — rachat, etc. . .



CITROËN CANADA LIMITÉE

4,000 CONCESSIONNAIRES EN EUROPE — VENTE, SERVICE, PIÈCES DANS LE MONDE ENTIER.
Consultez votre agence de voyage, ou postez ce coupon dès aujourd'hui.

CITROËN CANADA LIMITÉE,

Service Outre-Mer,
4010 ouest, Ste-Catherine, Montréal, P.Q. tél.: 937-7411

Veuillez me renseigner, sans obligation de ma part, sur la livraison
outre-mer d'une Citroën neuve directement de l'usine.

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE..... PROV..... TÉL.....

LA CONJONCTURE AU CANADA

Dans deux secteurs importants de l'économie, l'automobile et la construction, l'activité tend à fléchir. Il n'est pas exclu que cette baisse de régime s'accroisse à court terme et affecte l'ensemble de l'économie, car il s'agit de deux industries-clés.

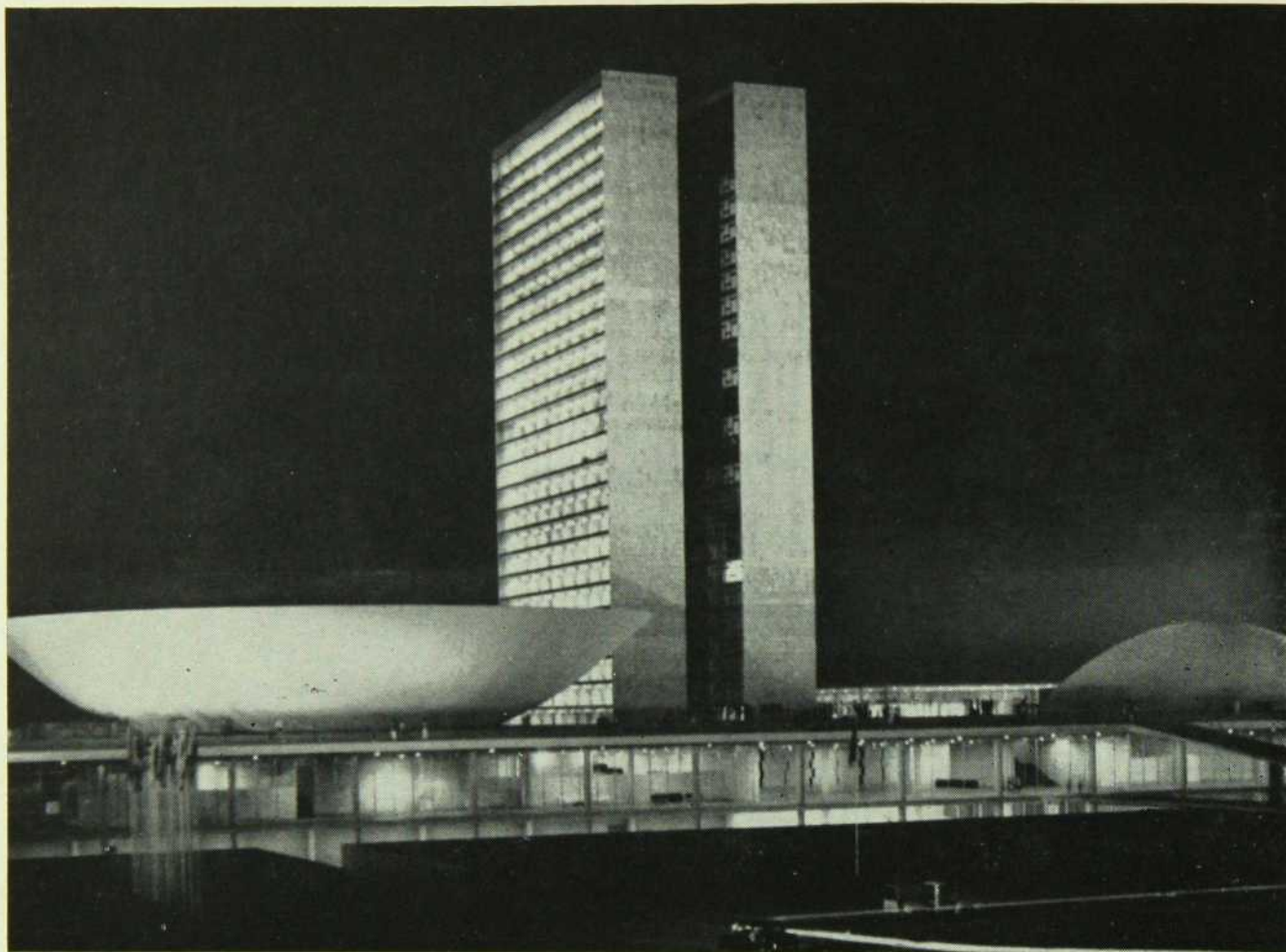
Bien que moins prononcé qu'aux Etats-Unis, le ralentissement de la production automobiles est cependant sensible au Canada à la fin de mai et au début de juin. Du 1er janvier au 28 mai le nombre de voitures fabriquées au Canada marque encore un progrès de 15% sur la période correspondante de l'an dernier. L'influence de cette industrie sur l'activité générale et la sidérurgie en particulier est moins forte qu'aux Etats-Unis, mais une baisse prolongée n'en serait pas moins significative.

La construction plafonne. Pour les quatre premiers mois, la valeur des contrats de construction n'est supérieure que de 4,1% à celle de la même période de 1965. Compte tenu de la hausse des prix, il n'y a aucun progrès réel. Dans le secteur du logement, touché par le resserrement du crédit, on constate même une baisse. En avril les mises en chantier de logements ont diminué de 26% et pendant les quatre premiers mois la baisse s'établit à plus de 6%.

Ces résultats ne signifient vraisemblablement pas que l'économie canadienne s'achemine vers une récession. La production industrielle reste vigoureuse dans l'ensemble, les investissements sont très élevés, la masse salariale continue de s'accroître et les dépenses de consommation demeurent satisfaisantes. Il est plus probable que le cycle d'expansion a dépassé son point le plus haut et que le taux de croissance sera plus faible d'ici à la fin de l'année. L'expansion tend à se stabiliser.

L'économie doit s'ajuster aux pressions inflationnistes (depuis un an les prix à la consommation ont monté de 4%), aux restrictions monétaires et à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Cet ajustement ne se fait pas sans certains excès et quelques déséquilibres. L'un des plus préoccupants est la menace d'extension des grèves. Les syndicats veulent obtenir une part plus grande des fruits de la prospérité qui dure depuis cinq ans. De leur côté les chefs d'entreprise s'inquiètent de la hausse des coûts de production qui menace leurs marges bénéficiaires. Dans de grandes industries comme la sidérurgie, le nickel, les pâtes et papiers de la côte du Pacifique et les chemins de fer, de nouveaux contrats de travail sont actuellement en négociation. Faute d'en arriver à une entente, de nouvelles grèves importantes pourraient éclater cet été.

Pour bâtir Brasilia on a choisi les ciments LAFARGE



BRASILIA — BRÉSIL

Les Ciments Lafarge, l'un des plus anciens et des plus grands groupes cimentiers du monde, s'installent dans le Québec. La nouvelle usine de Saint-Constant commencera à produire dès le mois d'août 1966. La Société Lafarge possède maintenant vingt-neuf usines de ciment à travers le monde. Fondée à Lafarge en France, en 1830, elle est installée en Afrique du Nord depuis plus de cinquante ans, en Angleterre depuis plus de quarante ans, au Brésil et au Canada (Vancouver) depuis quelques années. Pour le compte des gouvernements, elle a aussi préparé les plans et participé à la construction de quatre usines en Turquie, deux en Irak et une au Liban. Le groupe Lafarge avec ses dix millions de tonnes est l'un des premiers producteurs de ciment au monde. Les Ciments Lafarge Québec, Limitée, produiront par an environ trois millions de barils de ciment portland de toutes les catégories. Le ciment Lafarge, dont les qualités exceptionnelles sont universellement reconnues, a été utilisé dans les plus grands travaux: canal de Suez, port de Marseille, ville de Brasilia, barrages de Villefort et de la Girotte, en France, etc. D'ici peu, les noms de grands projets canadiens viendront s'ajouter à une liste déjà impressionnante de réalisations colossales.



CIMENTS LAFARGE
QUÉBEC LTÉE

1450, boul. Laurentien, Ville Saint-Laurent, Montréal 9, P.Q. Tél.: 334-1711

LA RECONVERSION INDUSTRIELLE DE LA RÉGION LORRAINE

par M. JACQUES BOUÉ

A notre déjeuner du 29 avril, présidé par M. Pierre Salbaing, l'invité d'honneur était M. Jacques Boué, directeur des Houillères du Bassin de Lorraine des Charbonnages de France. Devant un auditoire très attentif, M. Boué a parlé des problèmes de la reconversion industrielle de la Lorraine. Son exposé, bien documenté, est publié intégralement dans les pages suivantes.



M. Jacques Boué

J'ai été très sensible à l'invitation de votre Président, mon camarade et ami Pierre Salbaing qui, en votre nom, m'a convié à ce déjeuner et m'a donné l'occasion de vous parler des Charbonnages de France et des problèmes qui se posent à eux. Je suis responsable des industries de la cokéfaction et de la chimie aux H.B.L. et j'insisterai plus spécialement sur ces branches de nos activités.

Les C.D.F. résultent de la nationalisation des sociétés qui avant 1938 assuraient l'exploitation des Mines de Charbon Françaises dans le Nord, l'Est, le Centre, le Midi. Cette nationalisation a été rendue nécessaire en 1947 par l'obligation de remettre rapidement en service après la guerre et de pousser la production alors qu'il apparaissait que la rentabilité des exploitations étant et devant rester difficile, on ne pouvait pas compter sur l'entreprise privée pour atteindre les buts poursuivis.

L'organisation créée à l'époque par les lois de 47-48 comporte : un organisme central C.D.F. qui centralise les études des questions de programme écoulement, financement... D.G. de holding des Houillères de bassin indépendantes et responsables de l'exploitation et de la vente, responsables de leur gestion.

Cette organisation couvre l'ensemble des activités charbon, cokéfaction, électricité, chimie.

C.D.F. et Houillères de bassin sont constituées en sociétés nationales ayant un capital constitué par les lois de nationalisation et détenu totalement par l'État. Les sociétés sont administrées par des Conseils d'Administration dans lesquels siègent : des Représentants de l'État propriétaire, des Personnalités de la province, des Représentants du personnel des syndicats, des Représentants de l'Industrie et de la Technique.

Les anciennes compagnies minières avaient avant 1938 développé à côté de l'extraction, la production d'électricité sur le carreau des mines, la cokéfaction et la chimie et ces diverses activités indissociables ont été attribuées aux diverses Houillères de bassin — ce sont leurs activités essentielles aujourd'hui.

Ici il est utile je pense d'ouvrir une parenthèse : voilà des activités exercées par des sociétés nationales et que ces sociétés cherchent à développer. Il est utile de voir si en Europe, dans le marché commun des structures analogue existent et si les États interviennent de la sorte dans l'économie. Une étude a été publiée sur les entreprises nationales ou nationalisées en France, Allemagne, Italie, Hollande, Belgique dans la Revue du Marché Commun au début de cette année. Voici comment se présentent en France, en Allemagne et en Italie les parts que l'État possède dans diverses activités par la voie d'entreprises nationales ou de sociétés d'économie mixte ou par des participations financières majoritaires.

Branches	Allemagne	France	Italie
Houille, lignite	40%	98%	non précisé mais important
Minerai de fer	37%	0%	- id -
Hydrocarbures	6%	15%	30%
Sidérurgie	8%	0%	70%
Aluminium	72%	0%	Importante
Electricité	62%	96%	98%
Engrais azotés	23%	58%	Important
Construction navales	27%	0%	80%
Automobiles	45%	38%	8%
Banques	62%	58%	22%

On constate ainsi en Europe une action de l'État et une volonté d'agir sur l'économie nationale et on peut dire que c'est une vocation de l'État Moderne d'être directement créateur d'activités et d'entreprises nouvelles, sans pour cela vouloir adopter un régime communiste.

Je ferme ici cette parenthèse utile pour la compréhension des vues que je vais vous exposer et je reviens aux problèmes du charbon. En 1947-48



Voici quelques-unes des leçons que nous avons apprises sur la fabrication de voitures économiques pour le marché canadien.

(suite)

LEÇON 5. Construire des voitures confortables et attrayantes. Une voiture économique n'a pas besoin d'être laide pour posséder une brillante mécanique.

LEÇON 6. Les munir d'un moteur qui aime à être mené rondement. Les routes canadiennes sont invitantes et les Canadiens aiment à se déplacer.

LEÇON 7. Faire des sièges d'un confort inégalé et qui peuvent se transformer en couchettes. Les Canadiens aiment joindre l'utile à l'agréable.

LEÇON 8. Offrir quelque chose d'unique. Comme une petite voiture automatique pour environ \$2,000.

(à suivre)



FABRIQUÉ AU QUÉBEC.

Faites-lui passer un examen chez votre concessionnaire Renault le plus proche. (Il y en a plus de 150 de l'Atlantique au Pacifique).

L'Europe manquait d'énergie et manquait essentiellement de charbon. Cette ambiance a beaucoup changé depuis. Dans la compétition économique entre Charbon et Pétrole, le charbon a perdu. L'Europe maintenant réduit sa production charbonnière. L'Europe doit maintenir une production de charbon pour deux raisons principales :

- 1° pour assurer une certaine indépendance nationale économique,
- 2° pour maintenir une stabilité sociale et résoudre dans des conditions aussi douces que possibles les problèmes de réemploi des Mineurs.

Mais les divers pays européens diminuent leurs extractions, ferment des Mines. Les pays de la C.E.C.A. qui extraient 230 Millions de T environ ont décidé de réduire leur extraction de 30 Millions de T d'ici 1970.

En France les prévisions sont les suivantes :

	en M T cc				en %			
	1960	1964	1970	1975	1960	1964	1970	1975
C. solides	70,2	74,3	64	57	74	43	32	24
C. pétroliers	39	66	97	130	17	40	48	53
Gaz primaire	4,5	8,3	15	23	0,4	5,3	7,5	9,5
Hydraulique et import.	16	14	20	23	7,5	11	10	10
Nucléaire		0,2	3,6	10	0	0	2	4

Voici l'ambiance actuelle de l'Industrie Charbonnière en Europe. Les difficultés que nous rencontrons sont donc économiques et sociales ; d'une part, on réduit l'extraction et cela entraîne une réduction du nombre des Mineurs ; d'autre part, on accroît le rendement, la productivité en mécanisant davantage et cela entraîne aussi une réduction du nombre des Mineurs.

En Lorraine par exemple le rendement de nos Mines est le meilleur du Marché Commun avec 3 500 kg au poste de mineur de fond mais le maintien de notre production à 15-16 M. de T nous conduit à prévoir des réductions d'effectifs de 1 000 personnes par an. Le Groupe des C.D.F. emploie actuellement 150 000 personnes — vous pouvez apprécier l'importance du problème à résoudre pour faire face aux conditions économiques et sociales qui découlent de cette situation.

Pour résoudre ce problème pour donner à la main-d'œuvre de nouveaux emplois le Groupe est conduit à développer ses activités non purement extractives, il est obligé de se diversifier et de se reconvertir. Cette reconversion nous la cherchons d'abord dans un développement de nos activités chimiques et dans les transformations qui peuvent venir en aval de nos fabrications chimiques.

L'activité chimique était née presque sur le carreau des Mines. C'est à Mazingarbe dans la Compagnie de Béthune que la synthèse industrielle de l'ammoniac fut réalisée vers 1920. Le charbon a été pendant de nombreuses années la source des matières nécessaires à la chimie. Cette industrie développée de façon continue par les Charbonnages depuis 1948 est devenue très importante. Le Groupe des C.D.F. produit actuellement en France : 400 000 T d'ammoniac ou 800 000 T d'engrais simples, 500 000 T d'engrais complexes ; il traite 450 000 T de goudrons de houille et produit phénol, napht et dérivés produit 100 000 T de benzène, 40 000 T de cyclohexane, 65 000 T de styrène, 50 000 T de méthanol, 30 000 T d'éthylène. Dans diverses filiales le groupe produit : 100 000 T de polyéthylène, 100 000 T de dérivés acryliques et de nombreux autres produits : aniline, polystyrène, oxyde d'éthylène, alcools oxo, plastifiants.

Cette situation actuelle est néanmoins préoccupante : d'une part, parce que les produits chimiques tirés du charbon sont chers et ont de la peine à rester compétitifs dans une ambiance mondiale où les prix



La table d'honneur.

sont en baisse ; d'autre part, parce que nous ne pouvons pas produire davantage de produits chimiques issus uniquement du charbon que actuellement — et nous ne pouvons donc pas suivre la demande et développer nos activités.

La chimie en effet est faite à partir des sous-produits de la fabrication du coke métallurgique. Les besoins en coke de la Sidérurgie ne sont pas en augmentation par suite de la réduction de la mise au mille des hauts fourneaux et nous sommes donc bloqués dans nos productions chimiques issues uniquement de la cokéfaction du charbon.

Une révolution industrielle a eu lieu en Europe ces dix dernières années. Avant la guerre la source unique de la chimie était le charbon — qu'il s'agisse des engrais ou des plastiques et des produits pharmaceutiques. L'IG Farden dans la Vallée du Rhin de

Ludwigshafen à la Ruhr tirait les produits chimiques, des goudrons de houille, des benzols de houille, du gaz de houille. Mais aux U.S.A. le pétrole avait déjà avant guerre fait son entrée dans la chimie — il fit sa percée pendant la guerre et il apparut à partir de 1955 que en Europe aussi le pétrole seul permettait des développements en quantité et les prix nécessaires pour une industrie chimique compétitive. La transformation de la chimie européenne se fit alors et dès 1960 la chimie allemande se reconvertit au pétrole, prit des participations dans des raffineries, modifia ses équipements et sut se maintenir compétitive. La chimie anglaise, la chimie française, la chimie italienne firent de même et aujourd'hui la pétrochimie est partout la base principale de l'industrie des engrais, des plastiques, des produits pharmaceutiques.



MM. Pierre Salbaing, M. Dufour, directeur du service de développement rural au ministère de l'Industrie et du Commerce de Québec, M. Boué, M. Louis de Laigue, consul général de France à Montréal.

Les Charbonnages de France ont suivi la même voie, nous avons demandé au Gouvernement d'être autorisés à prendre une participation dans une raffinerie car c'est le seul moyen de pénétrer dans le club du pétrole et d'avoir les bases pétrolières des prix compétitifs. Cela a pris du temps, nous avons pris du retard et maintenant nous avons ces autorisations du Gouvernement et nous nous efforçons de rattraper ce retard. Les H.B.L. ont pris une participation dans la raffinerie de Klarenthal en Sarre. Cette raffinerie va traiter 2 M. de T. de brut et nous donner du naphta qui sera la base de notre chimie. Nous avons étudié ces fabrications en liaison avec les Mines Allemandes de Sarre qui exploitent de l'autre côté de la frontière le même gisement de houille et dont les problèmes sont très analogues aux nôtres. Les Mines de Sarre sont pour 50% dans la raffinerie de Klarenthal et seront avec nous dans une usine d'ammoniac de 1 000 T/Jour qui va être construite en Sarre sur la Moselle Canalisée. L'usine d'ammoniac consommera une partie du naphta. Le restant sera « cracké » dans un steam cracker et

permettra de produire de l'éthylène, du propylène et diverses autres bases chimiques.

Ce développement de notre chimie, grâce à la base pétrole, doit s'accompagner d'une intégration verticale de nos fabricants ; il faut aller le plus loin possible dans la chaîne des produits fabriqués. Cette intégration verticale n'est pas la manifestation d'un désir de grandeur, n'est pas le désir de mettre la main sur l'économie privée. Le domaine de la chimie est tenu très fortement dans le monde par de grandes sociétés :

aux U.S.A.	: Union Carbide, Dupont, Dow, Monsanto, etc . . .
en Grande-Bretagne	: les I.C.I.
en Allemagne	: Bayer, B.A.S.F., Hoechst.
en France	: Rhône-Poulenc
en Italie	: Montecatini.

Ces sociétés puissantes créent des chaînes de fabrication complètes, des bases pétrolières aux produits fabriqués et pour résister à l'instrument industriel puissant qu'elles possèdent, pour être compétitif il faut disposer de moyens équivalents. De plus c'est là pour nous un moyen de trouver une solution au problème social de l'emploi. L'industrie chimique utilise peu de main-d'œuvre, nous ne pourrions pas en développant la chimie de base réemployer nos mineurs. Mais par contre la transformation des plastiques, des produits de synthèse utilise bien plus de monde et de telles activités peuvent nous permettre de donner du travail aux ouvriers des zones critiques.

Telles sont, Messieurs, les considérations qui nous ont conduit à faire approuver par le gouvernement des accords avec les compagnies pétrolières et les développements de nos activités chimiques. Cela ne suffira pas pour résoudre nos problèmes — nous serons conduits certainement à nous diversifier. En Hollande les Mines d'État viennent de prendre une participation dans la Construction Automobile D.A.F. Nous serons dans les années à venir conduits sans doute à prendre des voies analogues pour faire évoluer nos entreprises et résoudre les problèmes économiques et sociaux au mieux de l'intérêt national.

Notre nature d'industrie nationale nous impose encore un devoir. Nous croyons de notre devoir d'apporter la contribution de la France à l'établissement de meilleures relations industrielles entre les pays. Dans nos domaines industriels nous nous efforçons de promouvoir le développement des techniques françaises, nous recherchons tous les moyens d'intervenir hors de France en apportant notre expérience, notre connaissance de l'industrie, le concours de nos techniciens. Nous rejoignons là les objectifs de la coopération technique et nous agissons en liaison avec les services de ce Ministère.

LA CONJONCTURE EN FRANCE

Dans sa dernière lettre mensuelle de conjoncture, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris décrit dans les termes suivants les perspectives de l'économie française pour le second semestre de 1966.

La demande des consommateurs (autant qu'on puisse juger de l'issue actuelle des revendications de salaires) continuera à progresser modérément sans accélération sensible. La conjoncture resterait soutenue dans l'automobile et relativement favorable pour les textiles (venant d'un niveau d'activité très bas l'année dernière) ; la demande s'améliorerait un peu dans l'électro-domestique.

Les fabrications mécaniques d'équipement (compris matériel agricole et matériel de transport comme les véhicules utilitaires) verraient se confirmer la reprise modérée qui se dessine encore faiblement.

La construction aéronautique, qui dépend de programmes publics et non de la conjoncture générale, pourrait connaître déjà quelques difficultés. Le ralentissement progressif dans le bâtiment se poursuivrait.

Industries de base

Au niveau des industries de base, les plus sensibles à la conjoncture internationale, il n'est pas prévu de ralentissement sensible d'ici la fin de l'année.

Passant en revue l'évolution des différents secteurs de la production industrielle durant le premier semestre de cette année, la lettre de conjoncture procède aux constatations suivantes :

Marché charbonnier. — Situation nettement dégradée.

Pétrole. — Progression légèrement moindre, surtout pour les fuels (à propos des prix des produits pétroliers, la Chambre de commerce et d'Industrie laisse prévoir « un profond remaniement de leur structure au cours des prochains mois »).

Sidérurgie. — Les enregistrements de commandes sidérurgiques en début d'année ont été moins insatisfaisants et une reprise sensible de la demande intérieure de produits plats s'est produite, d'où un faible allongement des délais de livraison et un léger affermissement des prix effectifs.

La situation en revanche est médiocre dans la première transformation de l'acier et l'on note un recul accentué pour les tubes et les tréfilés. En fonderie, réduction des stocks des utilisateurs, raccourcissement des délais de livraison et baisses des prix. La grosse forge bénéficie d'un courant récent favorable de commandes publiques et étrangères.

Aluminium. — Accroissement prévu pour 1966 de l'ordre de 5% (près de 10% en 1965 sur 1964).

Industrie chimique. — L'expansion qui s'était maintenue continûment durant la conjoncture difficile des années récentes s'est brusquement ralentie fin 1965 et le taux de progression restait modéré en début d'année (progrès de 7% seulement sur le début 1965) : le niveau atteint pour les six premiers mois de 1966 ne serait que faiblement supérieur à celui du second semestre 1965. La parachimie (qui représente près de la moitié du poids de l'indice) est au contraire en augmentation soutenue depuis la fin de l'été dernier (+ 10% environ sur le début 1965), stimulée par l'activité de l'automobile, du second œuvre du bâtiment et la demande des ménages (environ un tiers des ventes parachimiques).

Caoutchouc manufacturé. — Délais de livraison et carnets de commandes sont en augmentation.

Biens d'équipement

Matériel mécanique. — Évolution insatisfaisante pour la mécanique lourde, dont le plan de charge reste médiocre depuis plus de trois ans. Par contre, bonne activité dans la chaudronnerie et amélioration sensible dans la machine-outil (le regonflement du carnet de commandes laisse escompter une croissance des livraisons de l'ordre de 5 à 10% pour l'ensemble de l'année).

Évolution favorable pour la mécanique de précision : notamment l'optique, le matériel de bureau et le matériel médico-chirurgical.

Matériel électrique. — Les facturations progressent à un rythme satisfaisant (notamment pour les biens d'équipement spécialisé). La demande évolue de nouveau assez favorablement. Très bon niveau d'activité pour les biens électroniques d'équipement, mais dégonflement du carnet de commandes.

Matériels de transport. — Le retard dans la passation des commandes publiques a entraîné un ralentissement dans l'industrie du matériel ferroviaire en début d'année. Cette baisse ne devrait être que temporaire du fait de l'augmentation ultérieure de la demande intérieure et du maintien des ventes extérieures.

Bâtiment — Travaux publics

Les dernières indications relatives aux mises en chantier et autorisations de construire suggèrent un plafonnement de l'activité sur l'ensemble de l'année 1966 : mévente des logements neufs non subventionnés dans plusieurs régions (à Paris notamment)

et retard dans la réalisation des programmes de logements sociaux.

En travaux publics, les premiers mois de l'année ont été médiocres : baisse de l'activité et léger recul des effectifs.

Biens de consommation

Les immatriculations de voitures automobiles neuves auront légèrement dépassé 320.000 unités au premier trimestre 1966, soit une hausse de 24% sur le chiffre, faible il est vrai, du premier trimestre 1965. Pour le 1er semestre, la progression sur l'an passé devrait dépasser 20% et se situer pour l'ensemble de l'année 1966 autour de 15%.

Pour l'année 1966, la part des voitures étrangères se stabiliserait autour de 14% dans le total des immatriculations.

Biens d'équipement domestique

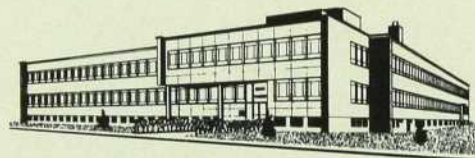
La demande des consommateurs reste médiocrement orientée. On note un redressement progressif et inégal de la production des industries textiles. Les maxima antérieurs ne seront pas encore retrouvés au premier semestre 1966, mais les stocks sont généralement en diminution et les commandes en progression. La tendance des ventes au détail est à nouveau assez bonne.



hommages de

POULENC^{LTÉE}

FABRICANTS DE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES



8580 ESPLANADE, MONTRÉAL 11

Pour faire des affaires au Canada, voyez la "Première Banque au Canada"

Grâce aux plus de 960 succursales qu'elle possède, réparties dans tout le Canada, la Banque de Montréal est en mesure de vous fournir, rapidement et facilement, des renseignements précis, sûrs et détaillés touchant tous les aspects de l'industrie et du commerce canadiens—de l'Atlantique au Pacifique.

Si vous désirez connaître le monde des affaires canadien, adressez-vous à l'un des bureaux indiqués ci-dessous ou à notre Service d'Expansion des Affaires, C.P. 6002, Montréal, Canada.

BANQUE DE MONTRÉAL

LA PREMIÈRE BANQUE AU CANADA

Partout au Canada...d'envergure mondiale



DIVISION EUROPÉENNE

Directeur général pour l'Europe: J. A. HOBSON (Londres)

LONDRES:

Bureau Principal, 47 Threadneedle Street, E.C.2;

Gérant: DONALD McCALLUM

Bureau du West-End, 9 Waterloo Place, S.W.1;

Gérant: E. M. WEST

PARIS:

No 10, place Vendôme, Paris 1er, France;

Directeur général adjoint pour l'Europe:

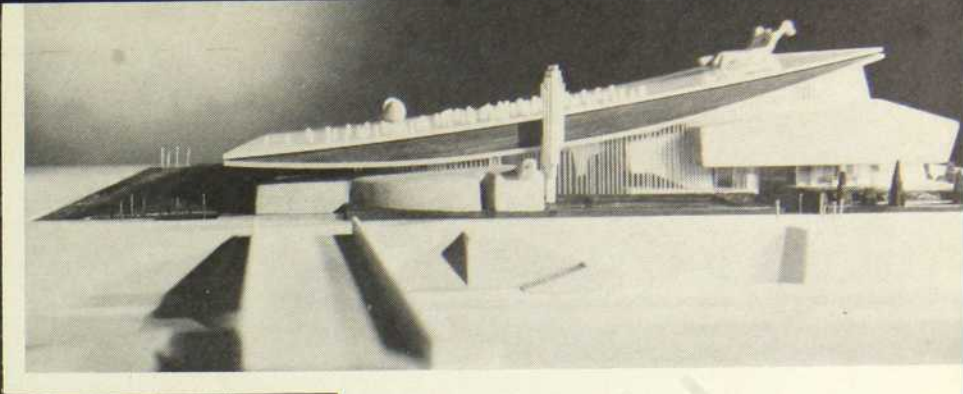
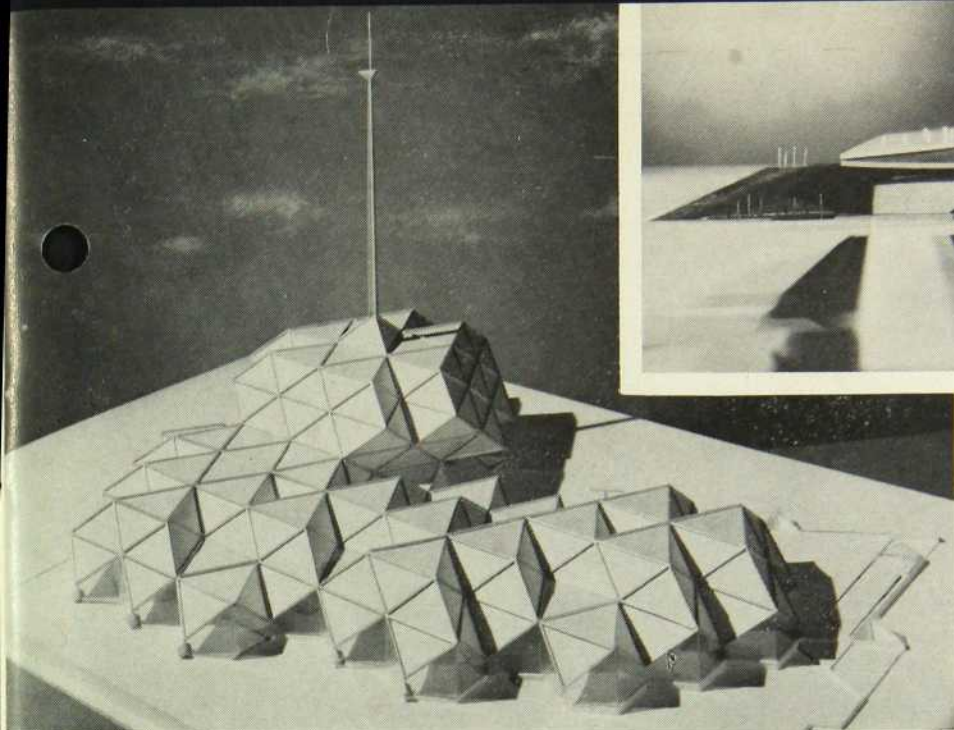
C. E. NOBLET

DÜSSELDORF:

Königsallee 6, Düsseldorf, République fédérale d'Allemagne;

Représentant pour l'Europe:

R. J. R. BONNELAND

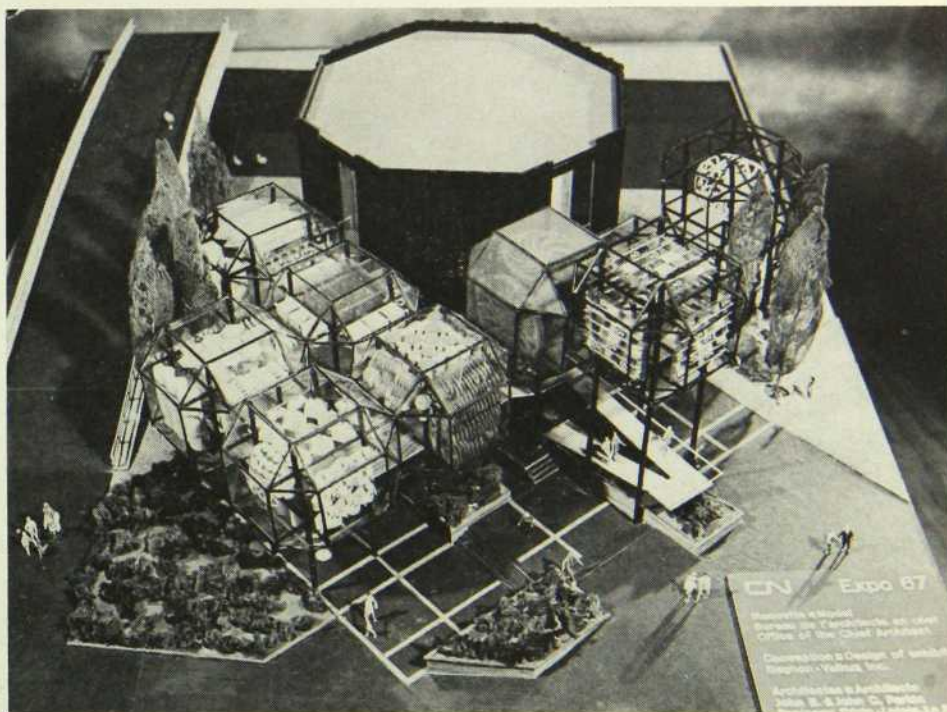


Maquette du pavillon de l'Italie ▲

◀ Le pavillon de l'Autriche

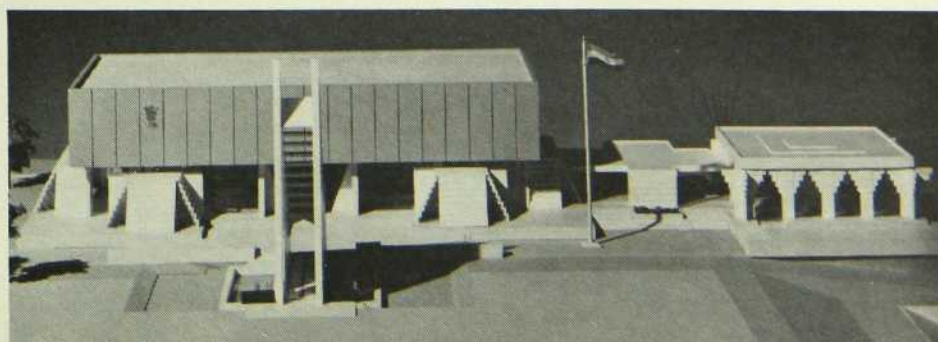
EXPO '67

Le pavillon du Canadien National ▶



◀ Le pavillon de Trinidad et Tobago

Le pavillon de l'Inde ▶





Maintenant que vous avez tout essayé, demandez
le premier pneu radial : MICHELIN 'X'

MICHELIN vous enverra un véritable technicien, qui n'aura pas peur de se salir les mains... il étudiera sur place votre problème de roulage, examinera vos véhicules en détail et vous recommandera la meilleure solution.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PNEUS MICHELIN Ltée

8660 Jeanne Mance
MONTREAL 11-QUE.
DUpont 7- 6291

Enterprise Road
REXDALE-ONT.
241- 5815

B.P. 5300
VANCOUVER - B.C.
TRinity 4 -7371

66-1383 - 0 C

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE MONTRÉAL

DIX MOIS AVANT L'OUVERTURE

Le monde en 400 hectares devient une réalité sur son emplacement unique : une jetée et deux îles sur un des plus grands fleuves du monde. Dix mois avant l'ouverture officielle et sous le signe de la « Terre des Hommes », le visage géographique de l'Exposition universelle et internationale de 1967 se précise et sort de terre à un rythme qui ne pourra désormais plus s'arrêter.

À la fin de la présente année, 90 pour cent de l'Expo sera sur pied et il ne restera plus, pour les premiers mois de 1967, que la finition d'Habitat 67, dans la cité du Havre, et celle de quelques pavillons dont l'inauguration des travaux de construction aura été quelque peu tardive. Il restera aussi, bien entendu, l'inévitable aménagement paysager après les mois de l'hiver 1966-67. Cependant, tel que prévu, tout sera prêt pour l'ouverture, le 28 avril 1967 !

Non seulement 70 pays ont fait connaître leur intention de participer à l'Expo, mais aussi des organismes internationaux tels que la Communauté économique européenne et les Nations Unies. Il faut mentionner les provinces du Canada, au moins trois États américains et une représentation de la part des industries et hommes d'affaires canadiens qui comprend la participation de 900 compagnies.

L'Exposition universelle et internationale de 1967 est véritablement la plus importante entreprise du genre jamais mise sur pied dans l'histoire du monde. D'ores et déjà, elle a donné lieu à des précédents, à des rapprochements et à des collaborations historiques. Par exemple, sept Églises du Canada qui groupent 95 pour cent de la chrétienté du pays ont uni leurs efforts pour la conception et la réalisation du Pavillon chrétien, dont le budget est de près d'un million et demi de dollars.

Cette Exposition de première catégorie fera ce qui ne s'est jamais fait : développer son thème dans des pavillons spéciaux. En effet, des pavillons s'étendant sur plus de 20 acres seront consacrés au thème, qui sera continuellement repris dans chacun des pavillons nationaux et dans les secteurs thématiques.

L'Union soviétique a investi \$15 millions dans un pavillon où le principal élément d'exposition sera une Salle du Cosmos dans laquelle les visiteurs découvriront les grandes réalisations de ce pays dans ses recherches spatiales.

L'Exposition ne fera pas qu'illustrer les incursions aux frontières de l'espace, mais elle présentera

une étude de toutes les initiatives suscitées par la pensée et l'esprit de recherche des génies contemporains : ses aspirations, et ses victoires dans le domaine de la santé, de l'exploration, de la vie communautaire et de la culture.

Mais c'est dans la réponse spontanée des pays invités à y participer, que l'Expo a trouvé ses plus grandes satisfactions. Une réaction éloquente nous est venue M. Stanley-R. Tupper, commissaire général de la participation des États-Unis d'Amérique. M. Tupper a déclaré :

« Je suis persuadé que ce sera là un événement sans précédent, non seulement grâce à la situation géographique, mais à cause de la portée profondément culturelle et spirituelle de l'Expo 67. Son thème Terre des Hommes nous laisse prévoir une illustration vivante du courage, du génie et de l'idéal humain dans la recherche d'une vie mieux remplie.

« Il est opportun que l'Exposition universelle et internationale de 1967 se déroule dans les pays même où l'on célébrera, cette année-là, le centenaire de la Confédération canadienne, autre réalisation singulière qui s'inscrit également dans l'œuvre d'expansion de la société humaine.

« Emplacement, nature de l'événement et présentation générale procurent déjà une fin à l'Expo 67 en la plaçant, et de façon particulière, bien au-dessus des Expositions qui eurent lieu dans le passé. Nous sommes en face d'une rencontre du Vieux Monde et du Nouveau sur les rives de l'Amérique du Nord. Toute cette scène offre une fresque impressionnante des puissances qui ont présidé à la formation des sociétés du vingtième siècle et de celles qui forgeront les sociétés futures ».

Tous les services souterrains sont installés depuis longtemps ; on achève le tracé des routes et des

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

ROGER BUNER AUTOMOBILES

27, boul. Sainte-Rose,

Sainte-Rose

Tél. : 625-4357

canaux. L'automne dernier, des personnes de marque ont inauguré le Pont de la Concorde, une des plus importantes réalisations de l'Expo 67, qui relie les trois secteurs de l'Expo : la Cité du Havre et les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame. La dernière travée fut posée onze semaines avant la date prévue.

Par ailleurs, la percée d'un tunnel sous le Saint-Laurent, reliant Montréal à la rive sud est complétée. Le Métro sera inauguré à l'automne de 1966. Une de ses lignes partira du terminus Saint-Denis-Demontigny pour aboutir sur l'île Sainte-Hélène.

Sur l'emplacement de l'Expo, on a mis la dernière main à la pose des rails sur lesquels roulera l'Expo-Express, le principal réseau de transport en commun. L'Expo-Express transportera gratuitement les visiteurs, depuis l'entrée principale de l'Expo, dans la Cité du Havre jusqu'aux extrémités est des îles Notre-Dame et Sainte-Hélène. Tout au long du parcours, les usagers pourront l'emprunter aussi souvent qu'ils le désireront.

« Tout me convainc que l'Expo 67 sera prête à temps », déclare le colonel Edward Churchill, directeur de l'Aménagement et, en cette qualité, patron de l'immense chantier de construction.

« Et devant ce chantier qui ressemble à une ruche, il est impossible de ne pas avoir confiance ».

L'accueil des hommes d'affaires

Avec la coopération sans réserve du Ministère du Commerce fédéral, il a été créé, au sein du département de l'Exploitation de l'Expo 67, un organisme qui porte le nom de Bureau d'Expansion économique. Ce bureau, aura pour fonction principale d'aider les gens d'affaires canadiens à faire connaissance, dans les conditions les plus favorables à l'établissement de relations fructueuses, avec les nombreux gens d'affaires étrangers qui viendront à Montréal l'année prochaine. Nous espérons participer ainsi à l'augmentation du volume des échanges commerciaux entre le Canada et le reste du monde. Bien entendu, nous serons également à la disposition des gens d'affaires étrangers qui auront besoin de conseils ou de renseignements commerciaux ou industriels sur le Canada.

Le Bureau ne se contentera pas de jouer le rôle de conseiller, il jouera aussi celui d'hôte. A cette fin, il a été créé un cercle à l'intention des gens d'affaires : le Club Expo. Ce cercle sera situé dans un immeuble bâti sur la jetée Mackay, qui est un des secteurs de l'Expo 67. On trouvera également dans cet immeuble, que l'on appelle le Centre du Commerce international, des bureaux d'informations établis par les banques à charte du Canada. C'est l'Association des Banquiers canadiens qui paie le coût de la construction du Centre du Commerce international qui représente la participation de l'Association à l'Exposition.



POUR VOS VACANCES OU VOS VOYAGES D'AFFAIRES



voyez la
S.N.C.F.
avant votre départ.

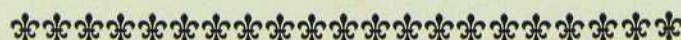
VITESSE • EXACTITUDE • CONFORT

**LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SONT À VOTRE SERVICE**

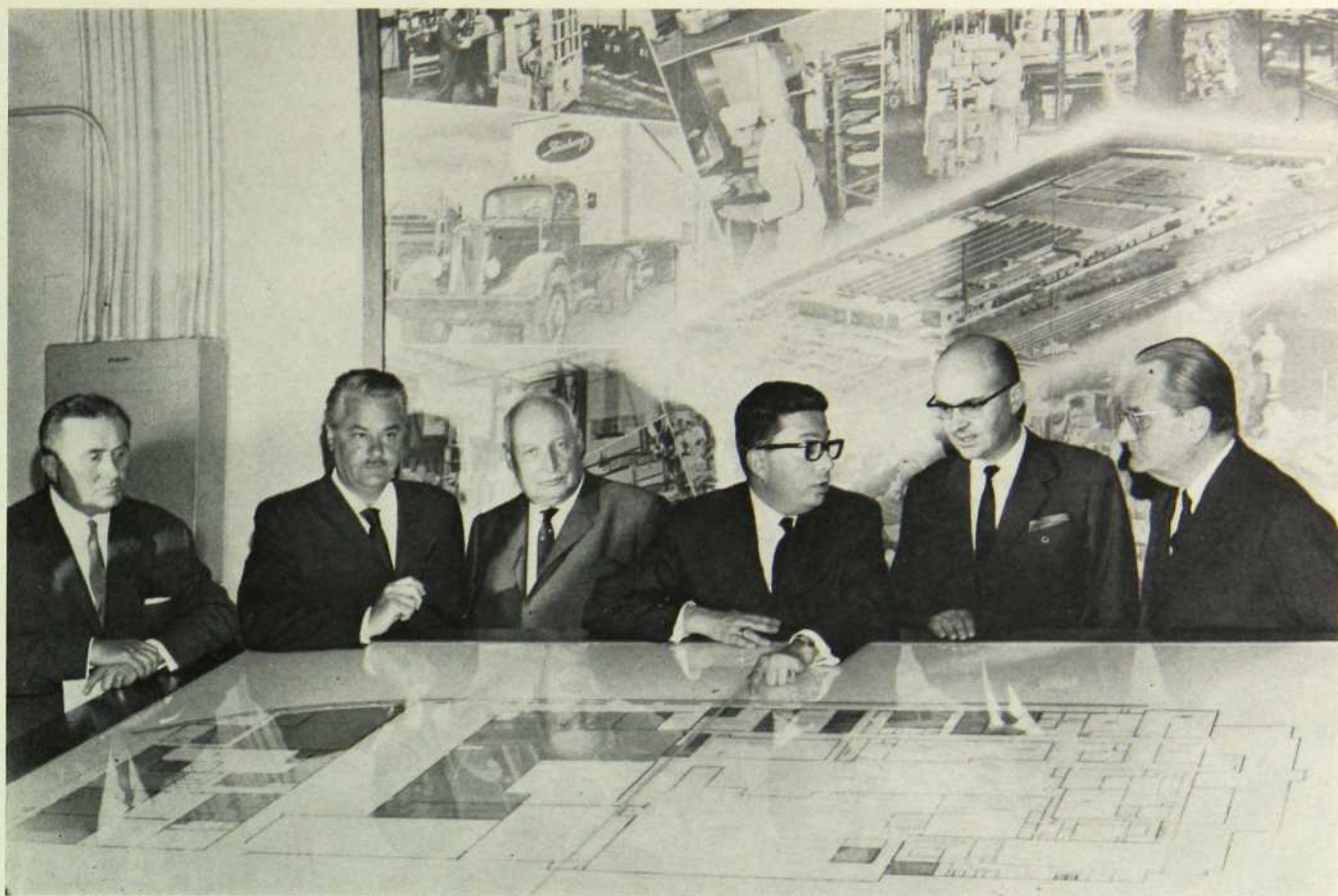
*Pour tous renseignements:
sur billets à prix réduits, Eurailpass, etc.,
consultez votre agence de voyage ou les bureaux de la*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Chambre 436, 1500, rue Stanley, Montréal, Tél.: 288-8255



CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA



Des personnalités importantes du monde agricole et alimentaire de France font présentement un voyage d'études au Québec. Il s'agit d'un groupe d'administrateurs de la SOPEXA et de « Foods from France » ainsi que d'une mission composée de Conseillers généraux de Vaucluse. Lors de son passage à Montréal, le groupe a visité de nombreuses industries. La photo ci-dessus a été prise chez Steinberg Limitée. On reconnaîtra, de gauche à droite, M. Marcel Coutton, secrétaire administratif du Conseil général de Vaucluse, M. Pierre Brassac, directeur de l'Office français de l'alimentation, le maire d'Avignon, M. G. Spitzer, directeur des ventes de Steinberg Limitée, M. Jacques Devinat, conseiller commercial près l'Ambassade de France au Canada, et M. Ernest lemaire-Audoire, président de la Fédération des commerces de gros de France.

Les Éditions Françaises Inc.

Agents Généraux pour le Canada
de la

LIBRAIRIE LAROUSSE

Siège Social :
192, rue Dorchester
Québec, P. Q.

Succursale : Montréal, P.Q.
8440, Boulevard Saint-Laurent, chambre 301

Examen de la Vue

Dr ROBERT - H. LACOUR, O.D.

Verres de Contact

Lunettes Françaises : Amor - Nylor - Verres Varilux.

Docteur en Optométrie Diplômé de Paris et de l'Université de Montréal

Jour : Mardi — Mercredi 9 a.m. à 6 p.m.

Samedi 9 a.m. à 1 p.m.

Jour et soir : Lundi — Jeudi — Vendredi, 9 a.m. à 9 p.m.

4693, AVENUE DELORIMIER

Téléphone : 523 - 3354

BRILLANT SUCCÈS DU RALLYE AUTOMOBILE

Le rallye automobile organisé le 28 mai par la Chambre de Commerce Française au Canada a été un brillant succès. 61 voitures y ont participé et 314 personnes étaient réunies le soir au Mont-Gabriel pour le diner-buffet.

De Dorval au Mont-Gabriel, le parcours, d'une longueur de 150 milles environ, passait successivement par Oka, Carillon, Lachute, Monfort et Sainte-Agathe. Ce circuit était émaillé d'épreuves faisant appel à l'astuce, le don d'observation et l'humour des concurrents. Partis vers 10 h. 30, tous étaient arrivés au Mont-Gabriel pour 19 h.

La soirée au Mont-Gabriel, qui réunissait les participants au rallye, leurs épouses et leurs amis, s'est déroulée dans une atmosphère gaie, sympathique et très détendue.

Le Comité des Vins de France toujours fidèle aux manifestations de gastronomie et d'élégance, avait gracieusement organisé une dégustation de vins, fort goûtée de l'assistance.

La Chambre remercie tous ceux qui ont participé à cette manifestation, en particulier M. Bernard Leclerc, notre ancien président, auquel le succès de ce rallye doit beaucoup.



MM. F. Glorieux, C. Salbaing, P. Salbaing, J. Bérubé, Mlle S. Lespérance, Mme F. Faucher.



MM. Michel Pairault, Bernard Leclerc, Mme B. Leclerc dépouillant les dossiers des concurrents.



Les voitures des concurrents groupées après leur arrivée au Mont-Gabriel.



L'équipe Peugeot.



Le dîner au Mont-Gabriel.



MM. Deschamps, Paoli, Dubois, Lisen et Daunais, M. Robert Viau, Mlle Pauline Vincent, M. Jacques About, et Mlle Nicole Kerjan.

 **Degrémont**
CANADA LTÉE

Spécialistes dans le traitement des eaux
potables industrielles et résiduaires.

DEGREMONT CANADA LTÉE
2015, rue Drummond, Montréal

AGENTS DANS LES PRINCIPALES VILLES

PLUS QUE CENTENAIRE EN FRANCE,

LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La seule Banque de Dépôts Française aux États-Unis

vous offre dans ses deux succursales de New York

- **Succursale Principale : 66 Wall Street, New York 5 - BO. 9-4600**
- **Rockefeller Center : 15 West 50th Street, New York 20 - LT. 1-9630**

un service bancaire complet et notamment :

Transferts de fonds aux États-Unis et à l'étranger ;

Chèques de voyage, comptes de chèques, comptes d'épargne, etc.

NOTES DE LECTURE

Claude Julien : Le Canada dernière chance de l'Europe

Claude Julien, qui dirige depuis plusieurs années le service des informations étrangères du « Monde », est l'un des rares journalistes français qui porte un intérêt réel et actif au Canada. Observateur attentif de son évolution politique depuis une quinzaine d'années, il a pu au cours de plusieurs voyages constater de visu les changements qui s'y sont produits. A la suite de son dernier périple à travers ce pays, il publiait il y a quelque temps dans « Le Monde » un reportage intitulé : « Faut-il inventer le Canada ? ».

La matière de cette étude est largement reprise dans son livre : « Le Canada dernière chance de l'Europe ». En dépit de quelques erreurs mineures portant sur les faits et de certaines faiblesses dans l'analyse, le tableau qu'il brosse des problèmes intérieurs du Canada, la crise actuelle que traverse la fédération canadienne en particulier, est juste et lucide dans l'ensemble. Il mérite de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de ce pays.

Claude Julien a bien vu les aspects positifs et constructifs de l'éveil du Québec depuis 1960. Il en analyse les causes et les effets avec clairvoyance. Il conclut justement que le séparatisme est un « faux remède à un vrai problème » et il évoque les risques que la scission entraînerait au Canada. Il souligne les erreurs commises par les Canadiens de langue anglaise, notamment à l'égard des minorités canadiennes de langue française. Il montre enfin combien les particularismes provinciaux constituent un sérieux obstacle à l'unité du pays et à la création d'une véritable nation canadienne.

La transposition sur le plan international des enseignements que l'auteur tire de la crise canadienne est par contre plus discutable. Elle porte sur les relations canado-américaines et sur le rôle que pourrait jouer l'Europe dans l'avenir du Canada. Il s'agit d'une thèse intéressante mais dont les conclusions semblent relever davantage d'une vue de l'esprit que d'une analyse rigoureuse des réalités géographiques, humaines et surtout économiques ; c'est sans doute pourquoi l'auteur, dans la présentation de son livre, qualifie celui-ci de « partisan ».

Certes, propose-t-il, il n'est pas facile de maintenir une personnalité et une identité, avec un puissant voi-

sin comme les États-Unis. Il est probable du reste que si le Canada éclatait ceux-ci en seraient les premiers bénéficiaires. Mais pour des raisons économiques bien connues, le Canada, pendant bien des années encore, ne pourra assurer son développement économique et social qu'en recourant largement au capital étranger (insuffisance de l'épargne domestique, investissements considérables requis par l'exploitation des ressources naturelles, coûts élevés d'opération de l'équipement socio-économique, recherche industrielle et formation de techniciens, accroissement de la productivité, etc.). Et il est vraisemblable que la plus grande partie de ces capitaux proviendra des États-Unis, qui continueront d'assurer largement le financement de l'expansion canadienne, ne serait-ce que pour des raisons de disponibilité et de coût du capital. L'auteur s'est-il demandé pourquoi, par exemple c'est aux États-Unis que l'Hydro-Québec a emprunté depuis 1960 \$560 millions (sur des emprunts totaux de \$1,195 millions) pour financer la nationalisation de l'électricité et les travaux de la Manicouagan ?

Écarter les États-Unis de son économie signifierait pour le Canada la chute brutale de sa croissance, la crise monétaire, le chômage et la baisse du niveau de vie. Il est clair que la population canadienne, dont le niveau de vie est le second dans le monde — situation qui résulte dans une large mesure de la proximité même des États-Unis — n'est pas prête à se serrer la ceinture et à payer un tel prix pour l'indépendance économique. On peut le regretter mais c'est ainsi. Fait significatif, une enquête menée en 1964 à travers tout le Canada montre que c'est la population des provinces les plus pauvres, les Maritimes et le Québec, qui est la plus favorable à l'union politique avec les États-Unis : 39% et 33% respectivement, en comparaison d'une moyenne de 29% pour tout le Canada.

Ceci n'implique pas, d'une part qu'Ottawa ne pourrait pas pratiquer une politique étrangère plus autonome et d'autre part que l'Europe n'ait pas un rôle à jouer au Canada. Nous regrettons que certains pays européens ne s'intéressent pas plus à ce pays et ne contribuent pas davantage à la diversification souhaitable des investissements en hommes, en techniques, en équipements et en capitaux. La France, trop peu présente dans l'économie cana-

diennne, tend à accroître sa participation depuis quel-
que temps ; nous nous en réjouissons et nous sou-
haitons que ce mouvement s'amplifie. Là comme dans
d'autres domaines les pays européens auraient sou-
vent intérêt à se concerter et à unir leurs efforts :
quand on voit la concurrence que se livrent non
seulement les différents pays européens, mais les
entreprises françaises elles-mêmes, il faut bien cons-
tater que la réalisation de cet objectif n'est pas pour
demain.

A cet égard le livre de Claude Julien a le mérite
d'attirer l'attention des Français sur le fait qu'ils
ont négligé le Canada dans le passé. Cela dit, il ne
faut cependant pas se faire trop d'illusions. Le Ca-
nada est d'abord nord-américain. Les investissements
européens dans ce pays resteront vraisemblablement
marginaux pour des raisons qui tiennent, là aussi,
aux réalités économiques — le volume des capitaux
d'investissements disponibles en particulier. A ce
sujet il faut rappeler que la modernisation et l'inté-
gration économique de l'Europe va exiger, pendant
des années encore, des quantités considérables de
capitaux qui mobiliseront la plus grande partie des
ressources financières du vieux continent. Ceci mar-
que, en définitive, la limite du poids que l'Europe
peut exercer dans l'avenir économique du Canada.

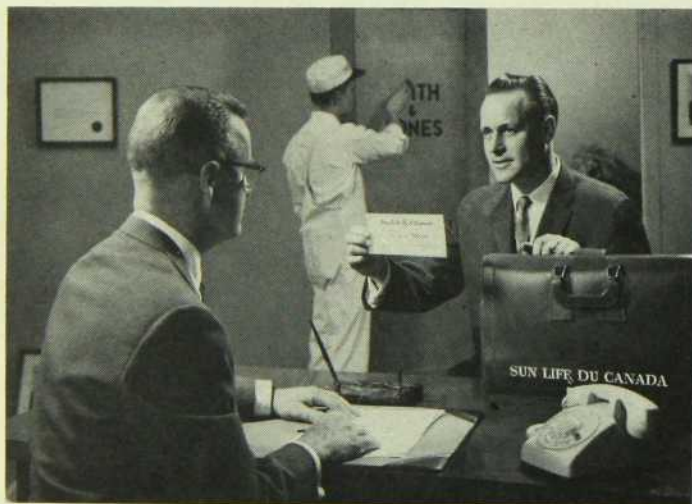
H. M.

Combien de services bancaires utilisez-vous?



Notre brochure "IL SUFFIT DE LE SAVOIR"
illustre les nombreux services de la Banque de
Commerce et vous renseigne sur les moyens
d'en retirer le maximum d'avantages.
Demandez-en un exemplaire gratuit, de vive
voix ou par écrit, à la plus proche succursale
de la Banque de Commerce.

BANQUE DE COMMERCE  CANADIENNE IMPÉRIALE



"DE LA PART DE VOTRE ASSOCIÉ DE SECOURS — \$50,000"

Voilà un bien précieux associé ! De nos jours, un
nombre toujours croissant d'hommes d'affaires ressen-
tent le besoin d'obtenir la garantie d'une protection
financière à l'égard des intérêts de leur entreprise
par l'entremise d'une assurance-vie — l'assurance
Sun Life.

Que ce soit pour protéger votre entreprise contre
la perte, par suite de décès, de votre associé ou
d'un homme-clé de votre entreprise — ou encore, si
vous êtes l'unique propriétaire, pour protéger finan-
cièrement votre famille advenant votre décès pré-
maturé — vous ne vous apercevrez jamais trop tôt
que l'assurance Sun Life mérite une place de choix
dans votre budget.

Pour plus de renseignements au sujet de l'assu-
rance commerciale Sun Life, n'hésitez pas à commu-
iquer avec moi.



SUN LIFE DU CANADA

COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

RAYMOND M. DUBOIS

750, Boulevard Laurentien, Montréal 9

866 - 6411

LA BOURSE

Communiqué par Greenshields Inc.

Les indices boursiers de Montréal et de Toronto, malgré leur perte de terrain au cours du dernier mois, ont affiché plus de modération que ceux de New-York. Parmi les groupes accusant les plus fortes pertes on compte les mines, les pétroles et les métaux non-ferreux.

Quoique la situation économique canadienne continue — inéluctablement — de refléter celle des États-Unis, au moins dans ses grandes lignes, un certain nombre de facteurs affectant les perspectives économiques et boursières au Canada méritent une attention particulière.

Parmi les éléments positifs, il semble, qu'à la lumière des conditions économiques actuelles, le gouvernement fédéral ait adopté une bonne orientation fiscale. En effet, le Ministre des Finances a légèrement affermi la politique de modération mise en œuvre par les autorités monétaires au cours des neuf derniers mois. Reflétant l'incidence du resserrement du crédit, les indices précurseurs de la construction domiciliaire et industrielle laissent d'ores et déjà prévoir un ralentissement du rythme exceptionnellement rapide des dépenses d'investissement pour les mois à venir. Bien qu'Ottawa exerce une influence stabilisatrice sur l'économie, les revendications salariales actuelles et l'effervescence ouvrière laissent entrevoir que les syndicats ignorent les réalités économiques. Aussi, l'élément négatif majeur des perspectives boursières canadiennes réside dans les coûts de la main-d'œuvre.

On peut remarquer un manque de réalisme similaire dans l'attitude hostile à l'égard du capital étranger qui se manifeste de nouveau dans certains milieux politiques. Il faut toutefois noter que cette attitude n'a heureusement été endossée ni par le nouveau Ministre des Finances, ni par la majorité du Cabinet. La position d'Ottawa est moins claire, cependant, sur deux autres points majeurs : la réforme du système bancaire et fiscal. Il faut espérer que le gouvernement saisira l'occasion de la nouvelle révision de la Loi des Banques pour améliorer l'efficacité et la compétitivité du système financier canadien. Quoique la Commission Royale sur la fiscalité n'ait pas encore déposé son rapport et qu'aucune déclaration politique en ce domaine ne soit attendue avant quelque temps, il a été suggéré que l'accent soit davantage porté sur les impôts directs et que les gains de capitaux soient imposés. Aucune de ces deux propositions n'est compatible avec l'intention avouée du gouvernement d'encourager l'accumulation de capitaux privés destinés au lancement de nouvelles entreprises ou de maintenir la capacité concurrentielle du Canada en termes de personnel qualifié dans la direction des affaires ou de rentabilité des entreprises.

Bien que ces problèmes assombrissent quelque peu les perspectives à long terme, un certain nombre d'éléments positifs présentent un effet compensatoire. En dépit de prédictions peu encourageantes, la balance canadienne des paiements, considérée du point de vue des réserves d'or et de devises ainsi que du taux de change, continue d'afficher beaucoup de vigueur. En même temps, le Canada absorbe encore visiblement, sans effet retors apparent, un volume considérable de titres provenant des désinvestissements de portefeuille par les non-résidents. (Entre 1962 et 1965 les rachats nets d'actions privilégiés et ordinaires canadiennes des mains d'investisseurs étrangers ont atteint \$624 millions.) Enfin, le Canada est demeuré, en une période de recrudescence du protectionnisme et de contrôles accrus, plus libéral dans sa politique des mouvements internationaux de capitaux et d'investissements étrangers que peut-être aucun autre pays au monde.

En conclusion, bien que les cours des valeurs nord-américaines soient fonction des incertitudes présentes (essentiellement de nature cyclique) ce sera la solution aux dilemmes politiques actuels dans un certain nombre de domaines critiques qui constituera un facteur décisif dans l'évolution à long terme du marché boursier canadien.

Greenshields Incorporated



4 Place Ville Marie, Montréal

Tous Services Financiers

- Ordres en Bourse
- Opérations sur le Marché Monétaire
- Souscription et Distribution de Titres
- Gestion de Portefeuille
- Recherche Économique et Financière

Montréal	Toronto	New-York	Londres
Ottawa	Québec	Winnipeg	Vancouver
Sherbrooke	London, Ont.		Calgary
Représentant à Zurich			

FRENCH FIRMS ORGANIZE SCIENTIFIC EXHIBITION

Some 25 French manufacturers of scientific equipment and teaching aids have set up a permanent exhibition in Montreal in the hopes of staking out part of the Quebec school market.

Their strong selling points: the equipment is ultra-modern, in some cases embodying new teaching concepts. Charts, operational instructions and other information are in French.

Much of the scientific equipment now being used in Quebec high schools and colleges is of American origin and accompanying instructions are in English.

The exhibition has been set up by Dida-Sciences Inc., which represents the French companies, and is patterned after the Institut Pédagogique National Français in Paris.

"There has been to date a lot of cultural exchange between France and Canada, but very little technical exchange," Emile Tasso, vice-president of Dida-Sciences, explained.

"We are the first to make a real attempt on this field."

He said it may seem strange that the company is competing with U.S. firms "who are so well established," but stressed that the French manufacturers are convinced that their equipment is not only well-constructed but in many cases completely new, unavailable elsewhere.

Science teachers from all over Quebec are visiting the exhibit.



Brigitte Bardot et Jeanne Moreau dans VIVA MARIA, film de Louis Malle en Eastmancolor et Panavision, distribué par les Artistes Associés. Présentation par Inflight Motion Pictures, Inc.

Vols quotidiens vers Paris et Chicago

Nombreux vols supplémentaires vers Paris en juillet et août.

Baisse de tarifs sur le réseau Air France
\$335 au lieu de \$347, Paris aller-retour
(tarif de 21 jours en classe économique).

Festival en plein ciel

Pour la première fois au Canada, FILM en couleur, bandes sonores française et anglaise . . . et choix de sept programmes musicaux en stéréophonie.

Vacances Européennes à partir de \$378 pour 14 jours

Nombreuses destinations. Prix réduits hors saison en avril-mai et septembre-octobre.

Consultez votre agent de voyage, téléphonez à Air France 861-9001 ou adressez-nous le coupon ci-dessous.

Bon voyage



AIR FRANCE
LE PLUS GRAND RESEAU DU MONDE

AIR FRANCE
Service PDS
1, Place Ville-Marie
Montréal.

Veuillez m'adresser gratuitement les brochures en couleur sur vos vacances européennes à prix réduits hors saison.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Province _____
Mon agent de voyage est _____

RESEARCH AND DEVELOPMENT : A MAJOR ATLANTIC ISSUE

Science and technology officials of the OECD member countries (Organization for Economic Cooperation and Development) decided in January to study ways to bridge the gap in research and development between the United States and Western Europe.

The OECD ministers agreed in Paris on the need to examine national policies affecting the migration of scientists, the flow of technical information between countries and the influence of government research competition. The recommendation was based on the findings of a recent OECD publication, "The Research and Development Effort in Western Europe, North America, and the Soviet Union."

The report compared the amount of financial and human reserves devoted to research and development, known in industry as R & D, on the basis of statistics available in 1962. Western European countries included in the study were Belgium, France, Germany, Great Britain and the Netherlands.

The findings were considered experimental and tentative because data in this field have only been recently collected and national procedures still vary. Due to differences in research costs, the report used a "research exchange rate" for effective expenditure comparisons.

U.S. Spending Tops Western Europe's

At official exchange rates, the United States spent in 1962 about four times as much on research and development as Western Europe and probably about three or four times as much as the USSR. However, at the research exchange rate, the United States spent only about two and a half times as much as Western Europe and perhaps only 20 per cent more than the USSR.

The scale of resources committed to space and military research was stressed by the report as one of most important factors in comparing U.S. and European research expenditure. Approximately, 60 per cent of the total U.S. expenditure was devoted to space and military research compared with about 33 per cent in Western Europe.

France's expenditure approached the proportion of United States' spending in this area. Expenditure in the United Kingdom amounted to about 40 per

cent. Germany spent about 10 per cent, and the proportion was even lower in Belgium and the Netherlands.

Some "spin-off" effects from space and military research and development are expected to benefit normal civil research objectives, the reports said. However, considerable controversy exists over the extent of these indirect gains. "It is in fact probably much too early to make any satisfactory estimate as, at least in case of space research, the effects are likely to be long-term rather than short-term."

The report pointed out, however, that heavy expenditure was not alone a guarantee of success since efficiency of research and quality of research manpower could vary greatly. "Some American sources have suggested that the efficiency of basic research is higher in Europe but that development work is more efficient in the United States," the study said.

The greater size of large American firms, compared with their European competitors, gives the United States a significant advantage particularly for large scale or expensive development work requiring highly specialized equipment. The report said, however, "that some economists and scientists believe that the large firm is an unfavorable environment for successful research and that the small firm has significant advantages, at least in the early stages of basic and applied research."

On the other hand, possible economies may be obtained in a large, single country, such as the United States or the USSR, which cannot be gained to the same extent in the separate states of Western Europe, the report pointed out. "There are no doubt a number of research functions normally performed more economically by a single European government agency than by independent states. Examples are meteorological research, building research, and research into testing of materials."

Efforts May be Duplicated — Even in U.S.S.R.

The study suggested that the possible duplication of research efforts is even more likely between competitive business firms in the same industries than between European governmental agencies. A considerable amount of duplication has been evident

in the Soviet Union, despite its centralized and staterun economy.

Percentage of gross national product devoted to research and development and the number of R & D personnel per 1,000 workers were also considered as partial guides to a country's research expenditure (Table 1). Approximately a million persons were engaged in research and development in the Soviet Union in 1962, excluding the Project-Design organizations; nearly one and a quarter million in the United States and about a million in Western Europe.

TABLE 1 — R & D Expenditure 1962

	Total at official exchange rates (\$ millions)	Spending per head at official rates (\$)	Total as % of gross national product (at market price)	R & D personnel per 1,000 working population
United States	17 531	93.7	3.1	10.4
Soviet Union	na	na	na	7.3/10.4*
Belgium	133	14.8	1.0	3.5
France	1 108	23.6	1.5	3.8
Germany	1 105	20.1	1.3	3.9
Great Britain	1 775	33.5	2.2	6.1
Netherlands	239	20.3	1.8	4.5

* "conservative estimate" and "project assumption" respectively.
n.a. — not available

Definitions of "scientists and engineers" varied somewhat, but there were about 436,000 "full-time equivalent" scientists and engineers in the United States, about 415,000 in the USSR, and 148,000 in Western Europe.

Research activities were classified into four sectors: business, general government, higher education and private non-profit (Table 2). These international definitions, agreed at a conference in Frascati, Italy, in 1963, are economic and legal, so that a business such as a railway or coal mine is classified under its form of ownership (private, public, or mixed).

TABLE 2 — Who pays and who spends

Percentage of total expenditure in 1962

	Sources of funds			Areas of expenditure		
	Business	Higher Education	Government*	Business	Higher Education	Government*
United States	35	2	63	71	10	19
Belgium	63	n	37	65	13	22
France	30	†	70	48	14	38
Germany	60	n	40	61	20	19
Great Britain	36	n	64	63	5	32
Netherlands	65	n	35	60	14	26

* includes non-profit sector

n — negligible

† included in "government"



C'est la vie à bord du paquebot FRANCE qui fait toute la différence

C'est l'élégance. Vous la sentez dès votre arrivée à bord. Vous vous croyez presque à Paris.
Un service parfait vous entoure à tout instant. Nous accourons pour satisfaire votre moindre désir.
Deux paires de stabilisateurs assurent une traversée calme. Vous êtes à bord du **FRANCE**. Que pourriez-vous souhaiter de plus?

TRANSAT
Compagnie Générale Transatlantique
1255, Square Phillips, Suite 506 • Tél.: 866-4647

Service régulier entre New York, l'Angleterre et la France. Voyez votre Agent de Voyages pour tous détails. Service régulier de fret entre L'Europe et les ports Canadiens.

U.S. Business Provides Most Financing

In these terms, the United States business sector accounted for nearly three-quarters of all research and development expenditure in that country, although many of these funds came from government grants. In Western Europe, the business financing and performance proportions were much smaller. Only in France and Britain did direct governmental activity reach significantly high proportions.

The private non-profit sector was not greatly significant in either of those countries, unlike Germany and the Netherlands where such institutions as the Max Planck Institutes are important. Such differences in national practices also affected the United States higher education sector, which includes the Federal Contract Centers financed by the government (Table 2).

The amount of government finance for research and development in the private sector varied appreciably, but was highest in the United States, Great Britain and France, where it reflected substantial expenditure on military purposes. Until recently, public expenditure in the business sector in Germany was small, but this situation has been changing rapidly since 1962, the report said.

R & D Measured by Payment Flow

The results of industrial research and development in a particular country can be judged to some extent by the flow of payments outside the country for technological know-how and royalties (Table 3), the report said. "It would be reasonable to expect

TABLE 3

"Technological balance of payments"

	Receipts	Payments	Balance	Ratio of payments to receipts
Transactions with all countries				
United States (1961)	577	63	+514	0.1
France (1962)	40	107	- 67	2.7
Germany (1963)	50	135	- 85	2.7
Transactions with U.S. only				
France (1962)	11	53	- 42	4.8
Germany (1963)	10	52	- 42	5.2
Great Britain (1961)	17	86	- 69	5.1
Western European five (1961)	45	251	-206	5.6

that an under-developed country would have negligible receipts but significant outlays, depending upon the scale and speed of its development plans, and would thus have a substantial and long-term 'deficit'

Tout homme d'affaires...

...industriel ou commerçant, a profit à commander l'édition 1966 du fameux Bottin International. Plus de 250,000 adresses de fabricants, importateurs, exportateurs de 25 pays. Pour chaque pays: documentation géographique, industrielle, commerciale et touristique. Plus de 2,500 pages de texte. Atlas de 102 cartes. Le guide mondial par excellence, indispensable dans tout bureau bien organisé.

POUR ACHETER • POUR VENDRE
POUR TROUVER DES AGENCES,
DES REPRÉSENTANTS DANS LE MONDE ENTIER.

BOTTIN INTERNATIONAL 1966

DIDOT-BOTTIN, PARIS, FRANCE, ÉDITEURS DEPUIS 1796

Dépliant explicatif sur demande à M. Jean Nolin,

C. P. 354, Westmount, Montréal 6.

in its 'technological balance of payments' until it reaches industrial and scientific maturity.

"A developed country on the other hand would normally have substantial receipts as well as payments as a result of its own successful research and development work. A persistent 'favorable balance' would be an indication of reasonable success in developing new processes and products, arousing demand for licenses and know-how from abroad."

U.S. Has Favorable Balance

The United States possesses a very large and growing "favorable balance," the report said, while the principal Western European countries have a large "unfavorable balance." Furthermore, the "unfavorable balance" of the Western European countries arises principally from their heavy and growing deficit with the United States; two-thirds of the total French deficit and half the total of the German deficit were due to this, the report pointed out.

Payments to the United States by the Western European countries of \$250 million exceeded receipts by \$206 million in 1961. This compares with a deficit of \$111 million in 1957. The ratio of payments to receipts for Western Europe as a whole in its transactions with the United States was 5.6.

The "technological balance of payments" figures also give some indication of those industries in which the United States lead is most marked, the report pointed out. For example, the United States' overall ratio of receipts to payments with Germany was highest in electrical machinery and electronics (receipts 30 times as big as payments), in other machinery (22 times), motor vehicles (11 times), and other transport equipment (6 times). In chemicals

TABLE 4 — "The brain drain"

Migration of scientists and engineers to the United States in 1956-61

Country of last permanent residence	Migrants as ratio of 1959 output of science and engineering graduates		
	Scientists	Engineers	Both groups
Canada	12.5	48.0	32.3
Switzerland	10.6	22.4	17.0
Norway	3.4	23.8	16.2
Netherlands	7.9	21.8	15.1
Greece	3.6	20.7	10.2
Sweden	1.3	16.3	8.8
Germany	6.0	9.8	8.2
Great Britain	2.6	17.2	7.4
Italy	0.9	1.7	1.3
France	0.5	1.2	0.9

LANCÔME

PRODUITS DE BEAUTÉ
ET PARFUMS



Agents : COSMEX LIMITÉE
MONTRÉAL

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

DAN LANDREVILLE INC.

4745 est, rue Ontario Tél. : CL. 6-1645

COMITÉ NATIONAL

des

VINS DE FRANCE

JOUR SANS VIN ?

JOUR DE CHAGRIN!!!



Prenez du vin à chaque repas. C'est un peu de bonne humeur et une aide précieuse pour votre digestion.

Les vins de France sont les meilleurs

2060 McKay

937 - 9135

Montréal

Brochure gratuite envoyée sur demande

and petroleum products, the ratio was only 3 compared with an average of 6 for all industries.

Patents Furnish Rough Guide

Patent statistics (Table 5) provide additional, but less conclusive, information on the results of research and development efforts, the report said. However, only the proportion of patents within a particular country taken out by nationals of that country and by foreigners, compared to total patents registered, serves as any indication of research "output." Small or less-developed countries tend to have a large proportion of their patents registered by foreigners, for example, 90 per cent in India and 93 per cent in the United Arab Republic.

TABLE 5 — Patents 1957-61

	Total patents taken out	% taken out by foreign applicants	% taken out by U.S. applicants	% of patents taken out in U.S.
Belgium	57 904	85.1	17.2	0.2
France	157 700	59.4	17.1	1.7
Germany	103 076	32.4	11.5	4.2
Great Britain*	218 995	47.0	18.4	3.6
Netherlands	16 352	74.5	17.7	0.8

* applications, not issues

Between 1957 and 1963, the United States' share of patents registered in the Western European countries was 17 per cent compared with 10 per cent of United States patents taken out by nationals of these five countries. In addition, during the 1950's the American share of European patents was increasing faster than the European share in United States patents.

In 1961, French patents in the United States amounted to two per cent of the number of domestic patents, while American patents in France were equivalent to 45 per cent of the number of domestic patents. The comparable figures for Germany were 5 and 21 per cent, and for the United Kingdom, 4 per cent and 21 per cent (of applications).

Geoffrion & Prud'homme

AVOCATS et PROCUREURS

612 ouest, rue Saint-Jacques

Montréal 3

Tél. : 288-9161

Avec les compliments

de

J. B. MARTIN Co. Ltd.

(velours et peluches)

445, SAINT-JACQUES

SAINT-JEAN, P.Q.

U.S. Attracts Brainpower

The greater concentration of resources on research and development in the United States has resulted in the attraction of foreign scientists and engineers to research projects in that country. As Table 4 shows, the greatest migration of technologists to the United States in recent years has been from (excepting Canada) the smaller European countries and has been more marked among engineers than scientists. Emigration from France and Italy has been slight.

It is evident, the report said, that some countries face a serious and continuing net loss of scientific manpower. "Furthermore, there is evidence that the drain is more serious in terms of quality than in terms of quantity. Probably only about 5 per cent of the total stock of American scientists and engineers were trained abroad, but 21 per cent of the 631 members of the United States National Academy of Sciences were born abroad and 18 per cent were trained abroad."

The total emigration to the United States from four out of five countries in Western Europe considered by the report amounted to 6,500 scientists and engineers from 1956 to 1961, probably equivalent to about 6 per cent of Western European new graduates in science and engineering during those

years. The latest available figures for 1963 suggest a renewed increase in such immigration to the United States after a falling off in 1961-62, the report said. The largest increase was in immigrants from Asia, which rose from 520 in 1962 to 1,262 in 1963. Immigrants from all Europe increased from 1,684 in 1962 to 2,232 in 1963.

It is quite natural, the report said, that the most capable young research workers should gravitate toward those research centers which offer them the greatest opportunities for their work, both in terms of material rewards and scientific excitement. The report also pointed out that this international working experience would benefit in general their fields of technology.

Brain Drain Increases Regional Imbalance

However, this migration also tends to accentuate regional concentrations of research activity. These favored areas exist in all large European countries as well as in the United States, despite strong counteracting policy measures adopted by the central and local governments. Over 70 per cent of all personnel working on research and development in France are concentrated in the Paris region. Over 70 per cent of Soviet scientists and engineers are in the Lenin-grad and Moscow regions. Over 30 per cent of

WESTMOUNT REALTIES CO.



Fondé en 1910

- RÉSIDENCES
- HYPOTHÈQUES
- PLACEMENTS IMMOBILIERS

RENÉ DURON

Tél. : 935-8541

1367, avenue Greene, Montréal, Canada

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

GRANDS GARAGES DU QUÉBEC

306 est, rue St-Zotique
2955, boul. Laurentien

Tél. : 273-9105
Tél. : 331-0362



Café de Paris

Somptueusement décoré dans le style Louis XVI

avec son Lounge Bar :

Thé - Cocktails

et son Restaurant :

Déjeuner - Dîner

Maritime Bar :

Spécialité : poisson

Ritz Café :

Petit déjeuner, déjeuner et dîner
à prix modérés

Le Jardin :

Thé, Cocktails, Déjeuners et Dîner

United States research and development scientists are found in California, while their British counterparts are grouped in London and southeastern England.

On an international level, this concentration benefits the United States and the Soviet Union, where, the report estimates, probably over two-thirds of all the research and development scientists and engineers in the world are now working. But, the report pointed out that "the differences between the United States (or USSR) and Western Europe pale into insignificance by comparison with the gap between all these countries and the less-developed countries of Asia, Africa and Latin America."

"These three areas probably account for over 80 per cent of the world's research and development manpower, but they contain less than 20 per cent of the world's population. On the other hand, areas containing more than half the human race probably account for only five per cent of scientific and engineering manpower."

The report pointed out that the decision to remove the disparity between technological manpower in Western Europe and in the United States (and the USSR) should depend on each country's science policy.

In addition, the report said that the goal of closing the gap with the United States in real per capita outlays in some or all Western European countries might be realizable, although a difficult and long-term objective in the case of civil research.

But, it warned that the "gap" of four to one or more in the space and military fields would be more difficult to close because of Europe's distance behind the United States and the USSR in provision for higher education. "Even if the present ambitious plans for expansion are realized the available resources in the 1970's are still likely to be smaller than those of the United States or USSR."

("European Community", March 1966)

ASSELIN, BENOÎT, BOUCHER, DUCHARME, LAPOINTE

Ingénieurs-Conseils

ASSOCIÉS

M. Hector Asselin, ing.
M. Marc Benoît, ing.
M. Raymond Boucher, ing.
M. André Ducharme, ing.
M. Gérard A. Lapointe, ing.

SOCIÉTAIRES

M. Alban M. Deschênes, ing.
M. Frédéric Dréville, ing.
M. Robert Garneau, ing.
M. D. L. Harris, ing.
M. G. Edgar Ransom, ing.

4200 ouest, boul. Dorchester - Tél. : 931-1731
Montréal

RIEL, Le DAIN, BISSENETTE, VERMETTE & RYAN

AVOCATS et PROCUREURS

TOUR DE LA BOURSE
800, Square Victoria — Suite 2104
Montréal 3.

Maurice Riel, c.r. Gerald Le Dain, c.r.
Albert L. Bissonnette, c.r. Clermont Vermette
Gerald J. Ryan, c.r. Jaime W. Dunton
Jean-Louis Tétrault

Tél. : 866-6743

Adresse Télégraphique : "RIVERDIN"



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTREAL 22

L'expansion de votre entreprise
a-t-elle réduit votre fonds de roulement ?

LE SYSTÈME DE FINANCEMENT

RoyNat

Ne laissez pas le manque de fonds de roulement ralentir le progrès de votre entreprise ! RoyNat offre des prêts de \$25,000 à \$1,000,000 et plus pour renflouer le fonds de roulement, refinancer des dettes, acheter des terrains, des bâtisses, de l'outillage ou pour acquérir une entreprise. Termes flexibles. Pour assistance financière dans tout projet industriel ou commercial, communiquez avec :

RoyNat Ltée HALIFAX, MONTRÉAL, TORONTO,
WINNIPEG, REGINA, CALGARY ou VANCOUVER

ou toute succursale de :

LA BANQUE ROYALE DU CANADA BANQUE CANADIENNE NATIONALE
MONTREAL TRUST COMPANY CANADA TRUST
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Prés. Jacques Racine

C. E. Racine & Cie

LIMITÉE

1909 - 1966

Courtiers en Douane
et Transitaires

Membre de la Chambre de Commerce Française
au Canada



Edifice Board of Trade
300, rue du Saint-Sacrement
Montréal 1

Téléphone : 849 - 5291

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Cie

Comptables Agréés

Jacques Raymond, C.A.
Guy Chabot, C.A.
Guy Martin, C.A.
Jacques Paré, C.A.
Jean Brissette, C.A.
Philippe Rondeau, C.A.
Jacques Girard, C.A.
Jean-Pierre Roy, C.A.
Gilles St-Pierre, C.A.
Claude St-Denis, C.A.
Robert Gagnon, C.A.
Serge Saucier, C.A.
Gabriel Groulx, C.A.
Germain Chapdelaine, C.A.
Michel Guertin, C.A.
Jacques Légaré, C.A.
Robert Huot, C.A.

La Tour de la Bourse,

Montréal 3, Qué.



ACTIF : \$3,800,000

COMME...

L	comme	La PAIX
A	comme	ASSURANCES
P	comme	PROTECTION
A	comme	AUTOMOBILE
I	comme	INCENDIE
X	comme...	Il vous plaira !

LA PAIX

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA

vous servira COMME...

Aucune autre Compagnie ne le fera !

465, rue Saint-Jean, Montréal • Tél. : 844-8632

Câble : STARBER, Montréal

Telex 01-2169

ST-ARNAUD & BERGEVIN LIMITÉE

Courtiers en Douane
Expéditeurs
Entreponeurs
Camionneurs
Agents Transitaires



4 bureaux dans Montréal pour vous servir ;
un seul numéro de téléphone : 844-1561

Bureau chef : 118, rue St-Pierre

Succursales : 7403, Boul. Newman, Chambre 214,
LaSalle, P.Q.
Air Cargo Terminal, Chambre 120,
Aéroport de Montréal,
Dorval, P.Q.
6378, Chemin Côte-de-Liesse, Chambre 237,
Montréal.

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

L'ORÉAL DE PARIS

PRODUITS CAPILLAIRES
DE HAUTE RÉPUTATION
UTILISÉS
DANS
LES MEILLEURS
SALONS DE COIFFURE

COSMAIR (CANADA) LIMITED
HAMILTON, ONTARIO

SWISS CORPORATION FOR CANADIAN INVESTMENTS LIMITED

(Compagnie Suisse d'Investissements Canadiens, Ltée)
Filiale de la Société de Banque Suisse, Bâle

ACHAT ET VENTE
DE VALEURS MOBILIÈRES
GARDE ET GESTION DE TITRES
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Adr. télégr. : Swinvest — Telex : 01-20171
360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal

BREVETS D'INVENTION
MARQUES DE COMMERCE
EN TOUS PAYS

MARION, ROBIC & ROBIC
ci-devant
MARION & MARION
(Fondée en 1892)

2100, rue Drummond, Montréal 25
Téléphone : 288 - 2152

TOURISTES CANADIENS

Pour voyager ÉCONOMIQUEMENT, consultez

A. d'ANDIRAND AUTOMOBILES

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

32 bis, route de la Reine, BOULOGNE-SUR-SEINE (Seine)
Tél. : 825-2924
Adresse Télégraphique : SAINTOR - PARIS

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

ROGER AUTOMOBILES LTÉE
4269 ouest, Ste-Catherine Tél. : 932-2925

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

PRÉSIDENT
M. Pierre A. Salbaing

VICE-PRÉSIDENTS
M. Gérard Parizeau
M. Louis Jalabert

SECRÉTAIRE
M. Claude Boyer

TRÉSORIER
M. Martin Forest

CONSEILLERS
MM. André Bachand
René Crozier
Jean-Loup Dherse
François Faucher
Hubert Godin
Patrice Jordan
Bernard Lavigne
Roland Olivier
Neil Phillips
Maurice Riel
Georges A. Roy
Etienne Spire

CONSEIL D'ARBITRAGE
MM. Guy Boulizon
G. Boussion
René Duron
Joseph L. Klein
R. Malterre
B. R. de Massy
R. Mazur
Paul Galt Michaud, C.R.
H. de la Myre Mory
Michel Pairault

NOTRE CARNET

Nominations

M. Marcel Faribault, président du Trust Général du Canada, vient d'être nommé président de l'Association canadienne des sociétés de fiducie.

M. Henri G. Gautrin, président de Janin Construction Ltée, a été élu président de l'Association des Constructeurs de Routes du Québec.

M. Gerald G. Ryan, est nommé administrateur de l'Union des Carrières et Pavage Ltée.

The Wabasso Cotton Company Limited annonce l'élection de M. Louis Hébert, président de la Banque Canadienne Nationale, à son conseil d'administration.

M. Lucien Roland vient d'être nommé président du comité de direction du conseil d'administration de Consolidated Paper Corporation Limited.

M. Louis A. Lapointe, président de Miron Compagnie Ltée, est nommé au poste de membre du comité exécutif du conseil de Industrial Acceptance Corporation Limited.

National Trust Company annonce la nomination de M. André Charron au conseil d'administration. M. Charron est vice-président exécutif de J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Ltée.

Nécrologie

M. Ludger Simard, industriel bien connu, président de Marine Industries Ltd., est décédé à l'âge de 72 ans. Il était administrateur, entre autres, d'Air Liquide Canada Limitée. Il était membre de l'Ordre du mérite maritime de France.

Nous avons appris avec regret le décès de Madame E. Coullenot, nous présentons à notre ami E. Coullenot nos plus vives condoléances.

BUVEZ À VOTRE SANTÉ!

VICHY CÉLESTINS

EAU MINÉRALE ALCALINE NATURELLE — PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS



LA SEULE véritable eau de Vichy vendue au Canada
Importée directement de l'établissement Thermal de Vichy, à Vichy, France
Méfiez-vous des imitations!!! Exigez **CÉLESTINS**.

Représentants Exclusifs au Canada :

Herd & Charton, Montréal

En France quand on dit! "ça y est"...

**cela veut dire, entre hommes d'affaires:
"marché conclu"**

Ce "marché conclu" peut avoir une signification hautement profitable pour tout homme d'affaires canadien traitant avec des pays du Marché Commun. Que vous soyez importateur ou exportateur, que vous vous intéressiez aux créations de la mode parisienne ou à la production industrielle actuelle, l'Europe vous offre des possibilités à ne pas manquer.

Air Canada vous aide à exploiter ces possibilités, qu'il s'agisse de vous préparer l'horaire d'une tournée "éclair" de villes européennes... d'acheminer rapidement pour vous, échantillons ou étalages... de livrer sans délai par fret aérien les produits que vous avez vendus.

Air Canada connaît l'Europe — et les besoins des hommes d'affaires canadiens qui doivent s'y rendre. Un simple coup de téléphone à votre agent de voyages ou à Air Canada... et bientôt vous volez vers l'Europe, en route vers un "marché conclu".

**AIR
CANADA**



CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

(Fondé en 1880)

•

PRÊTS EN PREMIÈRE HYPOTHÈQUE
SUR
PROPRIÉTÉS RÉSIDENTIELLES,
COMMERCIALES et INDUSTRIELLES.

•

SIÈGE SOCIAL :

Montréal : 612 ouest, rue Saint-Jacques

COMITÉ DE PARIS :

Paris : 18 avenue de l'Opéra

SUCCURSALES ET AGENCES :

Montréal - Québec - Toronto - Ottawa - Fort William - Port Arthur - Winnipeg - Brandon
Regina - Saskatoon - Edmonton - Calgary - Lethbridge - Vancouver - Victoria - Nanaimo